

DÉBATS POUR LES CONFÉRENCES DÉPARTEMENTALES

A quoi conduisent les "collectifs" et les journées d'action ?

LE 17 septembre, à l'issue du rassemblement à la Bourse, se tenait une réunion de « militants ou délégations d'entreprises en lutte » pour « mettre sur pied un collectif des boîtes en lutte ». Objectif : « S'informer systématiquement (...) ; se soutenir mutuellement (manifestations locales, soutien financier ou moral...) ; fédérer les luttes, impulser des actions communes. »

Pas un mot des licenciements et un appel à peine voilé à désertier les organisations syndicales : « Le but de ce collectif n'est évidemment pas de s'opposer systématiquement aux structures syndicales », mais « d'agir en positif pour aider à la réalisation du "tous ensemble" », indique le compte rendu. En toute logique, les participants concluent à la « nécessité » de se saisir « de l'une des journées d'action inscrites au calendrier » : 26 septembre, 7 octobre, 22 octobre, ou d'organiser « indépendamment une réunion un samedi du mois d'octobre ».

La veille, 16 septembre, se réunissait le Collectif droits nouveaux, composé d'associations, de l'Union syndicale Solidaires, du NPA, du Parti de gauche, du PCF...

Il propose, lui, des marches régionales « contre le chômage, les licenciements et les précarités » du 20 novembre au 5 décembre. Au cœur des revendications, « une nouvelle législation sociale (...) fondée sur la continuité des droits (...), un revenu décent avec ou sans emploi pour tous et toutes, par une indemnisation de toutes les formes de chômage et précarité ». La prétendue continuité des droits, « l'indemnisation du chômage et de la précarité », ce n'est rien d'autre que la « sécurité sociale professionnelle » revendiquée par Bernard Thibault et tous les dirigeants politiques.

Ces questions doivent être en débat dans les conférences départementales pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements.

Y a-t-il une autre voie pour mettre un coup d'arrêt à la spirale destructrice des restructurations ?

LAURENCE FAYARD ■

148 délégués ouvriers — militants du PCF, du PS, du Parti de gauche, du NPA, du POI, syndicalistes — réunis en conférence nationale le 5 septembre ont appelé à la tenue de conférences départementales ouvrières de masse pour l'unité pour l'interdiction des licenciements. Pour préparer ces conférences, un débat s'engage avec des militants de toutes tendances.



Ce que voulaient les travailleurs de Molex, c'était préserver les 283 emplois. (photo AFP)

Haute-Garonne. Un ouvrier de Molex : "Comment en est-on arrivé là ?"

Deux jours après le vote du PSE entérinant la « reprise » de 15 salariés sur 283, des militants du comité pour la marche unie de Haute-Garonne sont allés à la rencontre des ouvriers de Molex. « A Molex, on a sauvé l'industrie, mais pas l'emploi » a déclaré Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, le 20 septembre sur France 5. Peut-on dire que l'industrie a été sauvée ? Voici ce qu'en disent les ouvriers de Molex eux-mêmes.

Un employé : « En partant de chez moi, après avoir discuté avec ma femme, j'allais voter oui, et puis, arrivé devant l'usine, je me suis dit : je peux pas leur faire ça, alors j'ai voté non (d'autres ont dû faire l'inverse). Même aujourd'hui, je n'ai toujours pas compris comment on en était arrivé là, comment tout ça s'était emballé. Entreprise par entreprise, ils sont en train de liquider toute l'industrie lourde. La marche unie ? Oui, bien sûr, mais qu'ont fait les politiques ? C'est vrai que Sarkozy, tout seul, ne peut pas tout liquider. »

Il y a ceux qui disent : « Le gouvernement nous a trahis après les grands discours », d'autres pour qui « Thibault, les socialistes qu'on n'avait jamais vus avant, sont venus faire un tour devant les caméras et sont partis ». Certains sont plus nets : « On a été vendus ! » Le lendemain du vote, le DRH d'Europe-Molex, annonçant la fermeture de l'usine le 1^{er} octobre au lieu du 31, se permet une dernière provocation.

A la question d'un journaliste : « En voulez-vous aux Français ? », il répond : « Il y a eu des moments tendus, mais dans les quinze derniers jours, le gouvernement s'est bien rattrapé, il a fait ce qu'il fallait. »

Meurthe-et-Moselle : discussion avec le maire PS de Vandœuvre

Deux militants du POI et une déléguée à la conférence de Puteaux, Josette, militante PS de Vandœuvre, ont rencontré le maire PS et conseiller général de Vandœuvre avec son adjoint, secrétaire de section PS, et un conseiller municipal. Après présentation des conférences départementales, Josette interpelle le maire : « Les partis doivent s'unir pour défendre les travailleurs. Le PS doit être le parti des ouvriers. Il faut y aller ! Qu'est-ce que vous en pensez, vous qui êtes sur le terrain ? »

Le maire : « Au PS, il faut qu'on soit présents pour défendre le salariat. Il faut défendre un programme qui réponde aux aspirations des travailleurs. »

Josette : « Le PS a tout à gagner à participer à ce combat. »

Le maire : « Je viendrai le 28 novembre à Paris. » Il invite à participer à la prochaine réunion de la section du PS, où sera discutée la préparation de la conférence départementale et la montée à Paris. « On peut également y inviter le maire PCF de Varangéville. Avec la section PS et ceux qui le veulent, on peut financer un bus. »

Hérault : proposition d'une déléguée pour la conférence départementale

Une déléguée à la conférence nationale du 5 septembre, apprenant la tenue d'une réunion publique du comité pour la marche unie de Saint-Pons-de-Thomières le 23 sep-

tembre, souhaite attirer l'attention de ses membres :

« Je me permets de vous faire une proposition : pourrions-nous appeler ensemble, avec des travailleurs de Dell et de Sanofi, à Montpellier, de la Cameron, à Béziers, avec des militants ouvriers de toutes tendances, à une conférence départementale dans le courant du mois d'octobre ?

De même, je pense qu'une telle conférence devrait se tourner également en direction de la paysannerie, qui, touchée par la spéculation sur le prix du vin, est en train de mourir. 17 viticulteurs ont adressé un message à la conférence de Puteaux. Ne pourrions-nous pas les inviter, qu'ils discutent de la situation à nos côtés, sur leurs propres revendications ? »

Isère : un appel large à une conférence

La conférence départementale se réunira le 16 octobre à Echirolles, où la municipalité et son maire PCF prêtent une salle.

23 premiers signataires y appellent.

Parmi eux, 9 ouvriers de Caterpillar, dont Pierre Picaretta, délégué CGT, Nicolas Benoit, délégué CGT, Caterpillar, Gilles Musy, délégué CGT, Victor Sanchez, délégué CGT, Gérard Buttin, ouvrier, délégué à la conférence de Puteaux, Patrick Cohen, CGT, et Alexis Mazza, membre du PCF, élu CGT, ainsi que Zohra Chorfa, ancienne conseillère municipale de Grenoble, Jean Puygrenier, Parti de gauche, Grenoble, des syndicalistes, étudiants, enseignants, postiers, et des militants du POI, dont Claude Ageron, conseiller municipal.

Premières dates des conférences départementales

- ARDENNES : 30 septembre, Charleville-Mézières.
- CÔTE-D'OR : 10 octobre, Dijon.
- EURE : 20 octobre.
- GIRONDE : 21 octobre, Bordeaux.
- ISÈRE : 16 octobre, Echirolles.
- LOIRE-ATLANTIQUE : 17 octobre.
- NORD : 16 novembre, Fourmies.
- NORD : 16 novembre, Houplin-Hanoclin.
- OISE : 24 octobre.
- PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : 15 octobre, Orthez.
- SAVOIE : 21 octobre.
- HAUTE-SAVOIE : 19 octobre, Meythet.
- SOMME : 7 novembre.
- PARIS : 16 octobre.
- SEINE-ET-MARNE : 17 octobre, Melun.
- HAUTS-DE-SEINE : 17 octobre.
- SEINE-SAINT-DENIS : 10 octobre, Aubervilliers.
- VAL-DE-MARNE : 16 octobre, 20 heures.
- VAL-D'OISE : 17 octobre.

COMMUNIQUEZ-NOUS
LES DATES
DES CONFÉRENCES
DÉPARTEMENTALES

Le rassemblement du 17 septembre à la Bourse de Paris et ses suites...

Trois mille salariés, venus de Continental, Goodyear, Michelin, PSA, Wagon, General Motors, Valeo, Chafoteaux & Maury, Renault, SNECMA, Téléperformance..., étaient rassemblés le 17 septembre à la Bourse de Paris, à l'appel de trois fédérations CGT.

POUR Xavier Mathieu, « l'emblématique » délégué CGT de Continental, à Clairoux, « la lutte a payé, nous avons arraché le maintien des contrats de travail et des salaires jusqu'en 2012, nous avons obtenu des garanties pour ceux âgés de plus de 51 ans et demi, qui les mettent définitivement à l'abri. Et nous avons obtenu des primes, même si ce n'était pas notre première revendication... » Les ouvriers de Continental présents, eux, ne crient pas victoire, car « pour l'instant, personne n'a de travail ». L'un d'eux nous confie : « La prime ne sera versée qu'à la fin du congé de reconversion et il faut bien se dire que 50 000 euros, c'est deux ans de salaire. Ce n'est pas une issue. La meilleure issue

aurait été que l'entreprise reste où elle est et que les gens puissent continuer à travailler et vivre. » « La prime, ce n'est qu'un pis-aller », diront aussi des travailleurs de la SNECMA. Pour cet ouvrier de PSA, à Aulnay, délégué syndical, il faut, « premièrement, l'interdiction des licenciements, deuxièmement, l'embauche de tous les intérimaires et l'augmentation des salaires ».

Xavier Mathieu remerciait en conclusion « tous les partis politiques qui ont répondu présent aujourd'hui, les partis de gauche, d'extrême gauche, et même les Verts ».

Les remerciers de quoi ? Interpellés depuis des semaines, les dirigeants nationaux de ces mêmes partis n'ont toujours pas répondu à l'appel des militants ouvriers de toutes tendances, y



compris ceux de leurs propres partis, leur proposant d'organiser d'urgence dans l'unité une marche unie à Paris pour l'interdiction des licenciements. Une ouvrière de Freescale, à Toulouse, faisait remarquer : « On fait ce qu'on peut, on est en grève pour les emplois, mais éviter la fermeture, c'est du ressort des politiques, qui doivent dire stop,

sinon on ne l'empêchera pas. » Et elle exprimait son accord avec la proposition d'une marche unie, car « pour l'instant, on est démuné parce que les partis ne font rien ».

Des travailleurs de Wagon, à Douai, soulignaient la gravité de la situation : « On est là pour dire stop aux licenciements. A Douai, on a connu en mai un plan de suppression de 90 emplois, et là, on vient d'en connaître un de 150 emplois. On était 800 salariés, on n'est plus que 400. » Qu'importe, les organisateurs avaient tout prévu. Ils proposaient de se retrouver à Clairoux le 26 septembre en solidarité avec les salariés de Continental, puis le 7 octobre, lors de la « journée mondiale de mobilisation pour le travail décent » de la CSI (lire le dossier dans notre n° 64), et enfin le 22 octobre, jour où se tiendront les états généraux de l'industrie. Dans ces états généraux convoqués par Nicolas Sarkozy, les syndicats sont sommés d'élaborer avec le gouvernement et le patronat une « nouvelle politique industrielle »...

L. F. ■